

COMPTE RENDU DE LA PLÉNIÈRE**13 octobre 2020****Paris****Présent.es**

Matina Deligianni	Bureau, présidente de Cotravaux	(Solidarités Jeunesses)
Stéphane Victorion	Bureau, membre	(CORAC – CJPCA))
Marco Paoli	Bureau, Trésorier	(Concordia)
Olivier Lenoir	Bureau, membre	(Union REMPART)
Elise Guilloton	CORAC	
Guillemette Champ	Cotravaux Pays de la Loire	(Concordia Normandie Maine)
Emilie Karponiez	Service Civil International	
Fabrice Duffaud	Union REMPART	
Nils Guyot	Cotravaux Nouvelle Aquitaine	(SJ, Sem&Vol)
Luc Lenormand	Cotravaux Ile de France	(SJ, Vir'Volt)
Coline Pansart	Cotravaux Ile de France	(Concordia)
Géraldine Alfred	Cotravaux Auvergne Rhône Alpes	(Concordia)
Laetitia Chevrot	Cotravaux Auvergne-Rhône Alpes	(Concordia)
Marylou Albero	Cotravaux Occitanie	(SJ, Citrus)
Marie-Christine Abiska	Jeunesse et Reconstruction	

Excusé.e.s

Club du Vieux Manoir	François Berte, Nicolas Maineray
Marion Seidenbinder	Etudes et Chantiers

Équipe de Cotravaux :

Véronique Busson	Mission Volontariats
Amandine Gauthier	Mission Observo – communication
Françoise Doré	Déléguée Nationale

Présentation des participants

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour proposé est validé.

2. ADOPTION DE COMPTES-RENDUS

Les comptes rendus suivants sont adoptés :

- plénière des 11 et 12 mars,
- conseil d'administration du 4 mai.

3. BILAN DE LA SAISON DES CHANTIERS 2020

3.1. Point des situations régionales

Auvergne Rhône Alpes

Sur une centaine de chantiers programmée, 49 sessions ont été organisées et il y a eu 41 annulations.

3 projets ont été décalés à l'automne.

36 sont reportés sur l'année 2021.

Le nombre d'inscriptions a été assez correct, mieux en juillet qu'en août pour les jeunes européens. Certaines associations ont choisi de n'inscrire que des jeunes locaux, des jeunes demandeurs d'asile (via les CADA)¹. Le choix de recourir à des jeunes locaux n'a pas marché pour toutes les associations

Des sessions ont été réajustées : durée plus courte, taille de groupe réduite, chantier à la journée. Pas d'information encore sur les chantiers qui se sont déroulés sans l'hébergement des bénévoles, ... Toutefois, les associations ont plutôt opté pour des hébergements en tente individuelle.

Soutien très fort de la DRJSCS et avance financière de 8.000€ par association. Il y aurait 440€ pour un chantier annulé si le travail a été effectué en amont et 80€ pour les fournitures de protection de la Covid. Les protocoles sanitaires ont été respectés dans l'ensemble.

Financements DRJSCS : 97.000€.

Grâce à la personne chargée des chantiers à la DRJSCS, Régine Magnat, les financeurs sont restés mobilisés. Enjeu important : reconquérir la DRAC Auvergne, avec l'appui de la DRJSCS (CEPJ et sous-directrice de la DRJSCS).

La concertation régionale se tiendra le 2 novembre. Les bilans sont à produire à cette date.

Régine Magnat va partir fin octobre à la retraite et Stéphane Bombrun craint de reprendre seul le suivi des chantiers, en plus de ses autres dossiers. Il projette de proposer à Cotravaux Auvergne-Rhône Alpes un poste Fonjep + une aide au fonctionnement (± 10.000€) pour l'aider.

La journée Portes Ouvertes qui devait avoir lieu pendant les journées du patrimoine a été annulée.

Sud (ex Provence Alpes Côte d'Azur)

CORAC / cotravaux PACA

Le volume des chantiers est assez identique aux autres années avec un nombre relativement stable de sessions (76 sessions contre 79 en 2019), sur moins de sites (46 au lieu de 52 en 2019).

Environ la moitié des associations a pu maintenir les effectifs habituels à 15 (avec un surcoût d'équipement pour permettre un hébergement garantissant les distances). L'autre moitié a réduit les effectifs (entre 8 à 12) du fait d'un hébergement en dur avec des contraintes d'espace (mesures de distance liées au Covid). Quelques rares chantiers se sont faits à 6 participants.

Accueils d'européens et de jeunes de CADA. Les bénévoles ont tous envie de partir à l'étranger en 2021

La CORAC – Cotravaux PACA assure la logistique de la préparation des 4 concertations. Elle récupère aujourd'hui d'autres tâches car la DRJSCS perd pied dans l'animation de la concertation (interlocutrice absente aux réunions ou malade, changement de sous-directeur). L'animation politique baisse dans le même temps par cette présence irrégulière.

NB : La DRJSCS est en sous-effectifs et dans l'attente de la transformation en DRAJES.

Les rôles sont répartis entre salarié.e de la CORAC et administrateurs, cependant, le fait d'avoir une salariée amènent les associations à se reposer sur cette chargée de mission... Avoir un espace partagé comme le Wiki pourrait permettre de faire évoluer le fonctionnement interne.

¹ Centre d'accueil de demandeurs d'asile

L'apport de l'administration via un FONJEP n'est pas suffisant. Il faut d'autres financements pour le bon fonctionnement d'un poste de coordination : co-financements, une CPO qui permette un travail sur du moyen terme, etc. Cependant, cela n'empêche pas le fait qu'une CPO peut ne pas être renouvelée (pour la CORAC ce fut le cas en 2019).

Chaque chantier est examiné par tous les partenaires, car le principe est de ne pas appliquer de forfait : la subvention est adaptée au contexte du chantier. Par exemple, un chantier à Marseille n'aura pas la même subvention qu'un chantier en montagne car il existe de fortes disparités dans les cofinancements locaux mobilisables (DDCS, conseils départementaux, ...). Ainsi, l'examen des dossiers prend du temps. La CORAC incite fortement aux visites sur le terrain pour connaître les différentes réalités.

Subventions 2020 : postures variées des partenaires institutionnels (à valider à la concertation en novembre).

- DRJSCS / DRAC : diagnostic réseau pour une réaffectation des subventions de chantiers annulés. Maintien des financements même si effectifs moindres. Mais pour la DRAC : pas de reports possibles en 2021.
- Région : Maintien des financements même si effectifs moindres. Cependant, pas de réaffectation de subvention et les reports ne sont possibles que sur 2020.
- Conseils départementaux : pas de réaffectation possible et plafonnement du fait des ratios.

Enjeu à venir : avoir une meilleure lisibilité des critères de chaque financeur.

✓ **Neige et Merveilles**

Après la tempête Alex, Neige et Merveilles, située dans la Vallée de La Roya, a subi des dégâts très sérieux. L'association doute fortement de pouvoir ouvrir le lieu en 2021 : des bâtiments sont proches du vide, les voies d'accès sont détruites... Après des années de chantiers, la mine devait ouvrir en 2021 (elle était exploitée depuis le Moyen-Âge, initialement pour extraire le plomb argentifère, ... et n'avait pas connu ce type de catastrophe naturelle).

Des financements européens importants pourraient être affectés à la Vallée de La Roya.

✓ **AUI – Action d'Urgence Internationale**

L'association est en cours de dissolution. Elle n'a pas réalisé le chantier qu'elle avait depuis quelques années à l'Argentière-la-Bessée. A-t-il / sera-t-il repris par une autre association ? Il serait assez intéressant de le continuer avec un archéologue « minier » comme celui qui suit le projet de Neige et Merveilles.

□ **Ile de France**

33 chantiers programmés. 19 ont été réalisés. La concertation de bilan, le 24 novembre, permettra de consolider plus exactement les chiffres.

Beaucoup de jeunes locaux ont été recrutés, quelques chantiers se sont faits en journée, sans hébergement.

Financements :

- Accord pour que les chantiers soient financés même si les conditions de réalisation étaient différentes des critères classiques (sans hébergement, avec peu de bénévoles internationaux, ...)
En revanche, pas d'information sur la prise en compte des surcoûts pour les achats de fournitures de protection sanitaire.
- DRIEE : l'objectif est de ne pas perdre le contact avec eux ! Cotravaux IDF a reçu une subvention (5.000€) pour le recensement des initiatives et les pratiques éco-responsables dans les associations franciliennes et sur les chantiers.
- La DRJSCS a dédié une subvention de 1.500€ pour les interventions et actions d'informations et le développement du Wiki régional.

- DRAC : les financements pour les chantiers ont glissé de la ligne « Rénovation des Monuments Historiques » à celles de « l'Éducation Artistique et culturelle », décision prise unilatéralement par la DRAC. Cotravaux IDF prévoit de lui adresser un courrier.

Il faut regagner cette enveloppe car avec le plan de relance les moyens financiers pour la rénovation du patrimoine ont été décuplés.

En raison de l'évolution vers une DRAJES, la DRJSCS prévoit de diffuser assez tôt l'appel à projets pour les chantiers 2021 (janvier ?).

Depuis la discussion en plénière les 11 & 12 mars, la **même préoccupation demeure**, à savoir la position de la DRJSCS qui s'inquiète de la mixité de jeunes mineurs et majeurs dans un groupe sans que le séjour soit déclaré en « Accueil collectif de mineurs » (ni séjour spécifique). La DRJSCS considère qu'il y a un vide juridique dans l'accueil possible de mineurs en dessous du seuil légal de 7, sans déclaration.

Réactions :

- a) Il n'y a rien à gagner à laisser passer le temps et attendre car il n'y a aucune certitude que la DRAJES reprenne cette question autrement.?
- b) Il ne faudrait pas que la situation propre à l'Île de France se propage dans d'autres régions.

Un projet d'Études et Chantiers a été retenu dans le cadre du dispositif « vacances apprenantes ».

☐ Pays de la Loire

Une douzaine de sessions réalisées sur 25 prévues.

Les chantiers annulés ont été reportés en 2021. Les annulations ont été souvent le fait des communes, frileuses à cause de la situation sanitaire ... alors que la région était peu impactée par la maladie.

La CEPJ chargée des chantiers, Hélène Batard, reprend une démarche de concertation avec les partenaires pour parler des projets.

Financements de la DRJSCS : encore en attente pour connaître leur réaction au courrier de Cotravaux Pays de la Loire (reprise de l'argumentaire rédigé par le national – cf. annexe²).

Le Conseil régional est en attente ... des prochaines élections.

☐ Normandie

Chantier de Concordia maintenu dans l'Orne, ainsi qu'un projet de « vacances apprenantes » à Argentan, avec l'incitation de la DCSPP. Le projet a réuni une quinzaine de jeunes de la commune (aide de 500€ par participant). Par les contacts des élus de la commune, ce projet a fait l'objet d'une visite de Brigitte Klinkert, ministre déléguée auprès de la ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, chargée de l'Insertion.

Agacement des associations sur les moyens qui ont pu être dégagés pour suivre des annonces du ministre de l'Éducation nationale, alors que les associations peinent à les maintenir sur les activités habituelles.

☐ Occitanie

Plus d'une quarantaine d'annulations de chantiers.

Les financements de la région et de la DRJSCS pourraient être maintenus si les associations peuvent justifier de leur fonctionnement et des frais engagés. Cependant, les arrêtés ne sont pas parvenus à toutes les associations. Incertitudes de l'attitude des conseils départementaux sur les subventions votées pour les chantiers (si moins d'effectifs, annulés, etc.).

Les associations se sont retrouvées en visio il y a quinze jours. Le besoin de faire des réunions plus régulières a été exprimé et la visio permet de faciliter le contact.

² PLAIDOYER « pour le soutien des chantiers en 2020 avant tout ! » - diffusé en juillet

▣ Nouvelle aquitaine

Pas encore de consolidation réalisée depuis l'été.

NB : Agathe Harmel, chargée de la coordination de Cotravaux Nouvelle Aquitaine est en arrêt depuis un mois et ne revient pas avant début novembre. Il est envisagé d'avoir prochainement un poste à temps plein pour :

- Avoir des démarches nouvelles dans les départements comme la Corrèze, les Landes, la Creuse : à la fois pour rechercher des financements dans ces départements ...
- ...et pour développer des actions et identifier de nouveaux acteurs sur le territoire ;
- Réussir à accompagner ces acteurs, leurs projets ;

Le Conseil d'administration de Cotravaux a changé (Nils Guyot est toujours président):

- Club Marpen : la décision de la liquidation judiciaire de l'association a été prononcée. L'Union REMPART souhaite relancer une nouvelle association qui pourrait réaliser 7 à 8 chantiers / an.
- Association Tramasset (membre de REMPART) : un des responsables investi dans Cotravaux Nouvelle Aquitaine est parti.

La concertation se tiendra le 4 décembre. Un séminaire de Cotravaux N-A était prévu en décembre, mais vraisemblablement repoussé début 2021 ; le programme est à construire.

88 sessions programmées – 24 chantiers annulés. Un chantier du Club Marpen avait été reporté à 2021, mais avec la liquidation, ce report sera peut-être compromis.

Les chantiers qui se tenaient avant le 15 juin ont été considérés comme annulés par la région et la DRJSCS.

Enjeu : En cas d'annulation, la région pourrait donner jusqu'à 30% des charges fixes engagées (avec un maximum par projet).

Il a été compliqué d'obtenir des confirmations de chantiers au printemps par les communes, alors que les élections n'étaient pas toutes finalisées.

Autre information :

Le gouvernement (ministre de la Cohésion des territoires) travaille sur le projet « 3D » décentralisation, différenciation et déconcentration, qui a pour ambition de transformer les relations entre l'État et les collectivités territoriales sans constituer pour autant un nouveau « big bang » territorial.³

3.2. Situations des associations

▣ **Service Civil International** : 17 chantiers prévus en Hauts de France, Bretagne, Grand Est et Nouvelle Aquitaine. 4 ont été maintenus en Grand Est 1) et Hauts de France (dont l'un avec un hébergement dans les locaux du SCI à Lille). Les autres projets sont reportés en 2021.

Effectifs de 6 bénévoles par groupe.

Visite de la DRJSCS sur un chantier

Suite aux stop-and-go des mesures sanitaires appliquées dans les pays, le SCI a décidé de ne pas ouvrir d'inscriptions aux internationaux ; néanmoins venue d'Européens : belges et néerlandais.

Autres actions :

- 2 projets CES reportés en 2021 ;
- Suivi de 40 volontaires en service civique
- 22 envois en Belgique, Italie, Allemagne.

Avoir un collectif de Cotravaux en Hauts de France serait bienvenu.

³ Les compétences des collectivités pourraient être élargies dans des domaines tels que le sport, la culture, les routes, les aides à la pierre, ou encore la santé en milieu scolaire.

□ Concordia

Les changements d'élus n'ont pas facilité l'organisation des chantiers avec les communes, surtout avec le confinement qui a empêché les conseils municipaux de se réunir ! la plupart des annulations de chantiers sont venues des communes.

45 chantiers réalisés.

- Avant l'arrivée du Covid et du confinement, la programmation était prometteuse : 95 sessions prévues avec un équilibre financier en vue pour l'année.
Après le confinement, au moins 45 sessions annulées. Cela est malgré tout honorable vu le contexte, et avec un certain équilibre financier par le recours aux aides de l'État (activité partielle, aides pour l'ESS, fonds de secours, ...).
- Équilibre en termes d'équipes et d'animateurs, au-delà des chantiers. Ceci étant, Concordia pense que le combat va être devant nous, en 2021. Comment pourra-t-on reprogrammer les 50 chantiers reportés ? La détermination des associations et des équipes régionales à faire les chantiers 2020 a été formidable. Cependant, les 2 réunions avant l'été avec la DJEPVA pour leur faire part de nos déterminations ont été décevantes, voire inquiétantes : administration atone, pas vraiment à la hauteur pour soutenir les associations et répondre à leurs besoins (mesures sanitaires, communication tardive sur les chantiers...). La performance de la DJEPVA a d'ailleurs été mise en compte dans un rapport rendu par la Cour des comptes.^{4 5}

69 bénévoles sont partis en Europe.

□ Jeunesse et Reconstruction

Jeunesse et Reconstruction a organisé 3 rencontres en visio avec des groupes d'Ukrainiens (subvention Initiative pour la Solidarité Internationale).

Disparité : dans une région les communes ont pu maintenir les chantiers et pas dans l'autre. Malheureusement, les bénévoles nous ont fait faux bond, alors que les communes avaient été persuadées d'organiser le chantier.

Année imprévisible : 9 chantiers réalisés sur 50 programmés, sans réelle mobilité des bénévoles, ni brassage des participants. Français exigeants, ne parlant plus que leur langue, sans altérité avec des étrangers. NB : L'association a offert la gratuité aux jeunes venus de CADA.

JR a été habilité en février pour le Corps Européen de Solidarité.

Observation sur le CES qui couvre les frais des jeunes : cela donne de mauvaises habitudes sur le « tout pris en charge » sans considérer les frais que les associations supportent.

49 bénévoles partis dans d'autres pays.

Accumulation de difficultés puisque des salariés sont partis. JR a eu du mal à recruter des délégués régionaux (malgré beaucoup de temps passé) en Rhône Alpes, Occitanie.

L'association doit trouver des moyens en trésorerie pour enclencher 2021.

□ Union REMPART

L'été s'est passé au mieux possible.

213 chantiers effectués (sur 315 prévus) et inscriptions nationales de > 900 bénévoles (+/- un tiers en moins des inscriptions habituelles). Bénévoles plus Français que d'habitude, recrutements plus régionaux (les bénévoles sont restés dans leur région), et inscriptions plus importantes de jeunes de CADA, CAO qui ont apporté finalement une participation – différente – d'étrangers bénévoles.

⁴ Contrôle du BOP 163 : <https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-04/NEB-2019-Sport-jeunesse-vie-associative.pdf>

⁵ Contrôle de la DJEPVA : <https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-04/20200420-refere-S2020-0142-DJEPVA.pdf>

Les associations membres de REMPART ont apprécié les protocoles sanitaires donnés par l'Union pour faciliter l'organisation pratique des chantiers. Financièrement les associations locales de REMPART peuvent fonctionner avec moins de frais fixes que les autres associations de Cotravaux. Les mécènes sont restés engagés durant l'année 2020.

Plus d'une trentaine de bénévoles sont partis à l'étranger.

Autres activités de l'association : les projets européens prévus en 2020 ne seront pas réalisés tout de suite ou peut-être ne pourront pas l'être....

Les groupes de travail de REMPART ont été actifs et productifs sur divers thèmes, grâce à la ... disponibilité des bénévoles. Toutefois, le besoin de se rencontrer ressort de plus en plus.

Programmation 2021 : « *Allons-y comme si de rien était, comme si les chantiers peuvent se réaliser* » !

□ Solidarités Jeunesses

52 sessions réalisées (principalement sur les sites de SJ) sur les 81 prévues. 20 sessions déclarées pour des chantiers avec des mineurs. Assez bon niveau pour les inscriptions, bien que cela n'a pas été facile de recruter plus localement.

71 bénévoles sont partis à l'étranger.

SJ dépend beaucoup de la présence de bénévoles internationaux. Avec au moins 30% de Français, l'association a senti qu'ils ont manqué dans la dynamique des groupes (surtout dans les groupes ados) car ils jouent un rôle « naturel ». SJ a pris conscience que les équipes d'animation avaient eu plus de mal à animer des groupes majoritairement constitués de Français. Cela pose la question de comment animer autrement en 2021. Les équipes ont quelques mois pour s'y préparer.

L'association va enregistrer le plus grand déficit depuis 10 ans. Si les subventions ont pu être en partie maintenues, c'est l'auto-financement de l'association qui a pâti de la crise : inscriptions, accueils individuels (i.e. ASE) ou de groupes. L'association Le Créneau (en Auvergne) est en difficulté.

Autre préoccupation : quelle capacité aura le réseau international / les partenaires des autres pays à résister aux difficultés actuelles ? Les partenaires ont des tailles diverses ; les associations de taille plus modeste auront du mal à fonctionner au-delà d'une année dans les mêmes conditions ; certains ne maîtrisent pas tous les enjeux de cette situation.

□ Études et Chantiers - CACIAURA

21 sessions prévus en Ile de France, Grand Est et Auvergne.

15 réalisés dont 9 chantiers ados (seulement 2 chantiers avec des mineurs ont été annulés). 1 chantier a été reporté à l'automne et 1 autre en 2021.

Très peu de chantiers ont été remplis à 100%, malgré une taille réduite des groupes. En Grand Est, 2 chantiers se sont tenus sans hébergement et avec des jeunes locaux. Études et Chantiers réfléchit à revoir son modèle économique : taille des groupes, proportion français / étrangers.

Les bailleurs d'ouvrage ont bien soutenu l'association et ont été rassurés que l'association organise une saison nationale.

Le recrutement a donc été plus local que d'habitude, sans la dimension internationale habituelle (même si quelques jeunes étrangers résidant en France ont été présents). Expérience intéressante, mais Études et Chantiers n'aimerait pas que cela devienne une nouvelle « norme » des chantiers car l'ouverture d'esprit et la découverte culturelle ne sont pas de même teneur. **Il faut être vigilant à ce que les manières de faire exceptionnelles en 2020 ne remplacent pas le sens de nos projets en créant des replis sur soi (renfermement par crainte des contacts avec les autres).**

Il faut continuer à donner envie de bouger !

En raison des incertitudes sur les diverses évolutions sanitaires en vigueur dans les autres pays, l'association avait décidé de ne pas envoyer de bénévoles à l'étranger (alors que 160 étaient partis en 2019).

❑ **Club du Vieux Manoir**

Annulations des chantiers de Pâques, week-ends et journées bénévoles de printemps, ateliers du patrimoine avec des seniors.

Été : 4 annulations mais 2 sessions ont été pu être reprogrammées sur d'autres projets.

45 sessions de chantiers réalisés sur les 47 prévues (annulation dans le Nord avec report en 2021 et en Dordogne). Les chantiers étaient presque tous complets.

Bonne nouvelle : la Covid n'a pas altéré l'engagement des animateurs (tous bénévoles) qui ont répondu présents et ont été très investis. L'association a renforcé son taux d'encadrement habituel.

❑ **CJPCA (Sud, membre de la CORAC)**

Un point positif de cette saison 2020 : il n'y a pas eu les problèmes habituels de recrutement des animateurs. L'association a trouvé des animateurs avec des profils très intéressants.

4. PERSPECTIVES POUR COTRAVAUX NATIONAL

La préoccupation de l'équilibre financier est récurrente et nécessite de se pencher sur des solutions différentes pour le résoudre.

Constats de départ :

- ✓ Cotravaux est riche d'une propriété avec une surface de 154 m² + une chambre de bonne, dans Paris 9^e. La valeur de ce bien représente au bilan un montant de **45.170 €**, net d'emprunt, bien inférieure au prix de l'immobilier actuel du quartier (> 10.500€).
- ✓ Mais Cotravaux est pauvre avec des fonds propres négatifs : - **36.315€** ou nuls si on tient compte des provisions faites pour les retraites (**36.600€**).

Par ailleurs, la propriété de ce bien induit des engagements financiers liés à l'entretien et/ou l'amélioration de l'immeuble. Cela pose donc des contraintes extérieures. Pour information, un projet est en cours de réflexion pour installer un ascenseur dans l'immeuble, dans l'escalier principal, donc ne concernant que 4 copropriétaires. Le projet n'est peut-être pas immédiat, mais l'insistance d'autres propriétaires ne doit pas être ignoré (minimum 170.000€ à 180.000€, avec une charge plus importante pour Cotravaux dans la clé de répartition, puisqu'au 3^{ème} étage).

Aujourd'hui, Cotravaux s'est mis dans une logique d'économies pour son fonctionnement qui ne permet pas de développer des projets.

Donc quel serait le scénario pour envisager un déménagement ?

Le prérequis est de réaliser une plus-value qui permette de dégager des marges de financements pour de nouveaux locaux et des projets.

Travail en 3 ateliers.

Retour des ateliers sur 3 hypothèses de scénarii possibles

Ces scénarii pourront avoir un effet sur le profil du délégué national recherché.

La recherche d'un lieu est plutôt envisagée en « proche » périphérie de Paris, mais on sait que les espaces recherchés et la géographie seront déterminants : espaces modulables, espaces qui permettent de développer de nouvelles activités = nouvelles recettes.

Selon les activités projetées pour le national, elles influenceront le fonctionnement et l'équipe salariée.

Vigilance à avoir à l'avance : garder les fondamentaux, être au clair sur les projets et leurs modèles économiques.

Scénario 1

Locaux pour une activité identique à l'actuelle : bureaux pour l'équipe, salle pour tenir des réunions de taille modeste.

La vente / achat doit permettre de dégager de la marge pour le fonctionnement sur les années à venir.

Scénario 2

Nouvelles activités à développer et nouvelles tâches (gestionnaire, formateurs, etc.) :

- Formations : associations du réseau et extérieures (NB : mais celles-ci ne sont pas forcément localisées à Paris ou région IDF)
- Hébergements ponctuels
 - a) Voir des expériences existantes : i.e. Maison des volontaires
 - b) Si c'est mutualisé : ce n'est pas que Cotravaux qui achète.

Scénario 3 (ou variante S1)

Plus-value de la vente pour :

- aider les associations du réseau
- la création de postes salarié.e en région

Les instances de Cotravaux reprendront ces scénarii afin de travailler le cap à donner début 2021.

NB : le Bureau et CA du 15 décembre ont retenu le scénario 2 avec quelques aménagements.

Fin de la plénière

ANNEXE

Financements

	DRJSCS			Pôle Ville			DRAC			DREAL			autres			Conseil régional			Cons. Depts			EPCI			
	2018	2019	2020	2018	2019	2020	15000	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	
Nouvelle Aquitaine	53 737	64 355	60 000	0	0		97 714			11 500			2 290			180 787	203 170	248 738	93 357			138 583	137 428		
Auvergne Rhône Alpes	97 700	98 800	97 000	0	0		39 321	39 300	34 600	10 300	10 100	10 800	77 810	54 740	> 25 000	0	0		65 782	60 140		181 595	205 714		
Ile de France	61 000	79 400		16 000	0		98 100	66 550		4 500	2 000		16 500						45 050	29 550			62 260		
Occitanie	60 000	60 000															60 000								
Hauts de France	80 000						40 000										70 000								
PACA	114 500	127 300	120 178	0	0	0	96 200	117 300	120000*	6 300	2 000	?					183 400	172 200		60 825	42 220		345 825	291 613	
PAYS DE LA LOIRE	14000	20 300	25 000	0	0		3 000																		
infos plénière mars 2020																									

Lignes directrices

Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative

A la demande des préfigurateurs des DRAJES, le présent document est destiné à éclairer la conception des organigrammes des DRAJES en identifiant les lignes directrices de la DJEPVA sur les orientations nationales qu'elles sont chargées d'élaborer et de mettre en œuvre en matière de jeunesse et d'engagement ; un document du même type est établi en parallèle et de manière coordonnée par la direction des sports pour les politiques qu'elle pilote.

Éléments de contexte

Le ministère de l'éducation nationale, chargé de la jeunesse comme des questions d'engagement et de vie associative depuis 2017 voit son périmètre élargi aux sports. Au sein de ce grand ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, une secrétaire d'Etat est désormais spécifiquement et de manière explicite chargée de la jeunesse et de l'engagement. Cet élargissement, déjà effectif s'agissant des inspections générales, se concrétisera sur le terrain avec la mise en œuvre de l'OTE au 1^{er} janvier prochain et la création, au sein des rectorats et des DSDEN de services dédiés à la jeunesse, à l'engagement et aux sports.

Au-delà de ces questions institutionnelles, sur le fond des politiques publiques à conduire, deux points d'actualité méritent d'être relevés :

- La mise en œuvre d'un plan de relance inédit par son ampleur, plan dont le premier volet de 6,5 milliards d'euros est spécifiquement destiné à la jeunesse (#1jeune1solution) ;
- Un accent particulier mis par le ministre sur la notion de continuité éducative et donc sur le rôle et la place, à l'école et en dehors de l'école, des pratiques artistiques, culturelles et sportives, ainsi que sur la transmission des valeurs civiques ;

En outre, plusieurs leçons importantes de ces derniers mois méritent d'être considérées de manière attentive. En premier lieu, à l'occasion de la crise sanitaire s'est exprimée avec une grande force, la volonté de la population française de s'engager. Cette crise a su également, une fois encore, démontrer la réactivité, la pertinence et l'utilité du réseau JES. Mais ces événements exceptionnels ont aussi souligné la grande fragilité structurelle du secteur associatif, malgré le poids économique et social des associations et la nécessité d'une réponse publique appropriée aux nouveaux besoins et aux attentes, nombreuses, des populations (lien social, accès au numérique et aux droits, citoyenneté, environnement et santé, employabilité des jeunes, etc.).

Notre action publique s'inscrit donc dans ce contexte particulier, conséquence de la crise que nous traversons, mais aussi de la volonté du Gouvernement de poursuivre la mise en œuvre du programme présidentiel afin d'obtenir rapidement et au plus proche du terrain, des résultats concrets. Ce souci de l'exécution doit être au cœur de notre action.

C'est sur cette base que nous vous proposons les lignes directrices suivantes, lignes qui expriment ce que sont, en cette période complexe, les défis d'un réseau rénové, entièrement consacré à la jeunesse, à l'engagement et au sport.

Pour la Jeunesse et l'Engagement

→ des finalités ambitieuses

Cinq finalités majeures commandent le plan de marche en matière de jeunesse et d'engagement ; elles sont, dans une large mesure, partagées avec la direction de sports.

- Accompagner et compléter le déploiement du **volet jeunesse du plan de relance**
- Appuyer le projet ministériel de progrès et de justice sociale pour tous les enfants et les jeunes par le renforcement de la **continuité éducative** dans et hors l'école et par le développement des valeurs liées à l'engagement civique
- Sécuriser et conforter **les opérateurs, les acteurs et les modalités de partenariat** du champ JES.
- Assurer le **rôle régalién de l'Etat** tant dans sa dimension de protection de l'utilisateur et des pratiques que dans la certification et la délivrance de qualifications professionnels dans le champ JES.
- Accélérer la **transformation** vers une administration réactive, concertée et opérationnelle, ce qui implique d'accompagner les DRAJES dans cette période de transition par un pilotage et un dialogue attentifs aux réalités et aux responsabilités territoriales

→ des orientations concrètes et opérationnelles

Cinq axes principaux sous-tendent les interventions de la DJEPVA et du réseau JES à court et moyen termes :

- **Favoriser l'engagement de tous les citoyens, notamment celui des jeunes et enclencher une dynamique de mobilisation citoyenne dans les territoires pour refonder des solidarités de proximité fortes participant à la cohésion sociale et nationale**

Il s'agira de :

- Développer la culture de l'engagement chez les jeunes et la mobilisation de la société civile autour de cet enjeu croissant, afin de limiter les risques que la crise sanitaire et les conséquences des mesures prises pour l'endiguer font peser sur l'inclusion sociale des jeunes et leur employabilité ;
- Renforcer l'offre de missions de **service civique** (100 000 missions supplémentaires en 2020-2021) et déployer largement la **réserve civique** ;
- Porter le pilotage national et la coordination territoriale du **service national universel** (poursuite de la montée en charge en 2021) pour en faire une matrice des politiques de jeunesse et d'engagement.
- **Accompagner les jeunes vers l'autonomie : donner à chaque jeune les moyens d'accéder à une information complète, sur leurs droits (mobilité, logement, santé...) en s'appuyant sur une Information Jeunesse renouvelée**

En particulier, il s'agira de poursuivre l'adaptation aux nouveaux besoins et au plan de relance gouvernemental des dispositifs permettant de garantir aux jeunes l'accès aux droits (Information Jeunesse, Boussole des jeunes...), aux loisirs éducatifs, aux dispositifs d'engagement (service civique), à la mobilité européenne et internationale, à la lutte contre toutes les discriminations et le séparatisme.

- Mettre en œuvre, dans le cadre du **plan de relance** interministériel, les mesures JEPVA du volet jeune #1jeune1solution (formation, engagement, FONJEP, SESAME...),
- Développer l'accès à la **mobilité européenne et internationale** des jeunes via les dispositifs et programmes européens existants (Erasmus +, Corps européen de solidarité, ...) en lien avec les partenaires locaux (collectivités, associations).
- Renforcer l'**accès des jeunes à l'information** sur leurs droits en s'appuyant sur le réseau Information Jeunesse et les solutions numériques (Boussole des jeunes, notamment) en partenariat avec les services publics et collectivités au niveau local.

- Contribuer à la mise en œuvre d'un **dialogue structuré territorial** associant les jeunes, les représentants de la société civile et les pouvoirs publics
- Contribuer à la mise en place de la **politique de médiation** pour les rassemblements festifs des jeunes, portée en interministériel au niveau national
- **Soutenir le secteur associatif : Assurer la relance économique du secteur non marchand principalement porté par le monde associatif**

Il s'agira d'accompagner le **secteur associatif** à traverser la crise sanitaire et les effets de la distanciation sociale, pour préserver sa capacité à impulser des dynamiques de solidarités territoriales et de transformation sociale :

- Engager une action de relance de l'activité économique des associations afin de protéger les 1,8 million de salariés du secteur non marchand : plan de relance, renforcement des fonds propres, transformation des modèles économiques, appui à l'emploi.
- Assurer la place des associations et des fondations comme co-auteurs d'une réponse sociale et solidaire aux côtés de l'Etat et des collectivités territoriales (plan vie associative et philanthropie, #jeveuxaider, réserve civique et autres mesures prises également dans le contexte COVID-19, développement du FDVA, ...),
- Renforcer et structurer davantage le dialogue avec les **mouvements d'éducation populaire et de jeunesse, ainsi qu'avec les associations éducatives complémentaires de l'enseignement public**, tous partenaires et acteurs de premier plan dans le développement de politiques territoriales à visée éducative ou d'inclusion sociale.
- Accompagner la professionnalisation des acteurs et la formation des bénévoles
- **Renforcer la continuité éducative : contribuer à asseoir au sein du MENJS une vision complète du temps de l'enfant et de l'adolescent.**

Cette orientation est tout particulièrement mise en œuvre dans la **déclinaison territoriale des dispositifs destinés aux mineurs hors temps scolaire** (ACM, plan mercredi, soutien aux vacances collectives de mineurs, vacances apprenantes, appui au développement de dispositifs éducatifs articulés au temps scolaire, avec une attention marquée pour les collégiens, développement du mentorat, etc.) avec une triple préoccupation de **qualité des actions** proposées, de **protection des mineurs** accueillis (vérification des conditions d'organisation et de tenue des accueils, la certification et le contrôle de l'honorabilité des encadrants, etc.) et, de manière plus générale, de **lutte contre les séparatismes**.

- **Nourrir et diffuser l'expertise dans le champ « jeunesse et engagement » :**

Il s'agit de renforcer la diffusion de l'**expertise et des ressources** internes pour appuyer la transformation de l'action publique JEPVA (travaux d'observation, de recherche ou d'évaluation conduits au sein ou en lien avec l'INJEP, et en particulier avec le service statistique ministériel en charge de la jeunesse, de la vie associative et du sport, mais aussi les pratiques et initiatives locales développées par les agents JEPVA et leurs partenaires).

➔ **des méthodes de travail enrichies**

- Reprendre un **dialogue de gestion attentif** aux besoins des services déconcentrés et à la responsabilité de leurs chefs de service (avec en perspective l'inscription de ce dialogue de gestion dans des conférences stratégiques locales et dans une démarche « ambition JES », plan stratégique d'action territorial basé sur l'interactivité, la contractualisation et l'évaluation partagée) – une attention forte sera portée sur l'adéquation missions-moyens ;

- Se doter d'un **cadre de concertation et d'impulsion coordonnée entre les deux DAC** – tel un COMEX JES, appuyé par des démarches de projet ou des missions mutualisées ou plus coordonnées : animation territoriale, appui RH, gestion de projets numériques, marchés, suivi des certifications et des dispositifs en faveur de l'emploi dans l'animation et le sport, SSM, documentation, etc. ;

- Renforcer le **dialogue avec l'ensemble des parties prenantes** (en premier lieu au sein du MENJS, mais aussi avec les partenaires interministériels, les collectivités territoriales et les associations d'élus, le secteur associatif et les fondations...);

- Repenser par la co-construction **une nouvelle stratégie JEPVA** centrale et sa gouvernance territoriale par l'appropriation, le partage et le dialogue avec les acteurs autour de nouveaux axes de travail porteurs d'une ambition JES en faveur de nos publics cibles ;

- Poursuivre **l'évolution, la rénovation et la modernisation des outils internes ou externes** (numériques ou non : applicatifs, programmes financiers, dispositifs de labellisation, contractualisations, information des jeunes et des citoyens, « digitalisation du monde associatif », etc.) en prenant également appui sur les innovations territoriales, ainsi que sur les préconisations des rapports issus du parlement, des corps d'inspection et des autres institutions de contrôle ;

- Accorder une place plus importante à **l'accompagnement managérial et à la professionnalisation des corps** (adapter la FIS au nouveau concours, renforcer l'ingénierie de formation pour adapter nos métiers à l'évolution nécessaire des compétences...), tout en maintenant une forte exigence de dialogue social.

Les éléments ainsi formalisés peuvent évoluer en fonction des orientations gouvernementales, ainsi que de la nouvelle organisation de travail issue de la transformation de la direction des sports, à présent achevée, et celle de la DJEPVA, prévue dans les mois à venir.